



« Que chacun aille au-devant des autres »

Le philosophe Abdennour Bidar lance aujourd'hui un appel à la fraternité générale, un an après les attentats.

PROPOS RECUEILLIS PAR
FRÉDÉRIC MOUCHON

DÈS AUJOURD'HUI et jusqu'au 10 novembre, l'association Fraternité générale que préside le philosophe Abdennour Bidar va promouvoir la fraternité en France à travers des actions culturelles, pédagogiques et citoyennes.

D'où vous est venue l'idée de promouvoir la fraternité en France ?

ABDENNOUR BIDAR. Un an après les attentats du Bataclan, j'estimais que l'on ne pouvait pas laisser passer cette commémoration sans faire quelque chose. J'appelle à une énorme mobilisation collective autour de ce que les Français ont de plus cher : la fraternité. Via l'association Fraternité générale, nous appelons chacun, dans son quartier, à son travail, au sein de son association, de son club de sport et de ses réseaux, à aller au-devant des autres, à se parler, à débattre, à organiser des concerts ou des repas. L'idée est de faire tomber les distances sociales et culturelles. J'aimerais que les bourgeois des centres-villes aillent à la rencontre des relégués des quartiers et inversement. Et que ces gens, d'horizons différents, prennent le goût d'échanger, se laissent leur numéro de téléphone. L'idée est de réamorcer le dialogue entre les identités, les milieux, les communautés.

Quel est le rapport avec les attentats ?

Depuis que Jacques Chirac a utilisé en 1995 l'expression de fracture sociale, la situation ne s'est pas améliorée. Les inégalités au sein de la société française sont énormes. Mais cette

fracture sociale se double aujourd'hui d'une véritable fracture culturelle. Beaucoup ont aujourd'hui du ressentiment vis-à-vis de l'islam. Et du côté des musulmans, un certain nombre se sent montré du doigt, rejeté, incompris. J'y vois un grave péril pour notre société. Je crois que ces attentats nous obligent à repenser ce que nous avons en commun par-delà nos différences. Jusqu'à la question la plus difficile du rapport de l'homme au sacré. Car lorsque des hommes mettent le sacré religieux ou le sacré politique plus haut que tout, c'est potentiellement dangereux : ils peuvent, par intolérance et dogmatisme, justifier la violence pour protéger ce qu'ils considèrent comme sacré.

Pourquoi remettre en avant la notion de fraternité vous paraît-il essentiel ?

Dans l'héritage humaniste de la France, la notion de fraternité implique de considérer autrui comme son frère ou sa sœur, sans frontières, et à l'échelle de l'humanité tout entière. Or, ce n'est plus du tout le cas aujourd'hui. On se désigne les uns les autres en pointant nos différences. Cela ne fait qu'alimenter le « eux » et « nous ». Nous vivons dans une société tellement écartelée qu'il est urgent de rééduquer la nouvelle génération à la tolérance et à l'empathie dès le plus jeune âge. Je viens d'ailleurs d'écrire un livre (NDLR : « Quel-



LE PIRE SERAIT DE BASCULER DANS UNE FORME DE RÉSIGNATION AU FAIT ACCOMPLI

ABDENNOUR BIDAR,
PHILOSOPHE



ABENOUR BIDAR

Abdenour Bidar estime qu'il est « urgent de réduire la nouvelle génération à la tolérance et à l'empathie dès le plus jeune âge ».

les valeurs partager et transmettre aujourd'hui », Ed. Albin Michel) où je redéfinis trente valeurs et vertus dont il serait utile de discuter en classe pour habituer les enfants à s'interroger ensemble, plutôt que de leur en-

seigner des vérités toutes faites. Je parle des notions de tolérance, de respect, de bonté, de courage, d'esprit critique, de discernement, de pardon...

N'est-ce pas utopiste ?

Cela peut paraître naïf ou idéal-

liste, mais a-t-on un plan B ? Le pire serait de basculer dans une forme de résignation au fait accompli, ce qui reviendrait à nous réduire à l'impuissance. Nous sommes en période préélectorale et je suis atterré de constater que les candidats rivalisent de promesses mais n'ont aucune vision de société. Il y a pourtant urgence à retricotter les liens sociaux. C'est pourquoi je tire aujourd'hui ce signal d'alarme. Je sais bien que les gens se sentent impuissants, au bord du renoncement. Mais on ne peut pas se dire que c'est foutu et qu'il n'y a rien à faire. Si l'on ne réagit pas en tant que peuple, un peuple de convictions sur la liberté, l'égalité, la fraternité, qu'il faut rendre plus concrètes, alors cela voudra dire que l'on est en état de mort cérébrale. Il faut que la France réagisse et montre au reste du monde qu'elle n'a pas renoncé à ses valeurs.